

**Lettre ouverte à M. Emmanuel Macron,
Président de la République**

Monsieur le Président de la République,

Chaque jour compte ; il faut agir avant qu'il ne soit trop tard et il en est de la responsabilité du gouvernement français.

26 chercheurs et artistes gazaouis, lauréats du Programme national d'Accueil en Urgence des Scientifiques et artistes en Exil (PAUSE), sont encore bloqués à Gaza et ceci depuis plusieurs mois, bien qu'ils aient été invités en France avec leurs familles. Ils attendent leur évacuation vers la France dans un contexte dramatique de famine. Ils sont, eux et leurs familles, en danger de mort permanent. L'ONU affirme dans un communiqué récent que "le pire scénario de famine est en cours dans la bande de Gaza".

Monsieur le Président, vous aviez insisté, lors de votre discours à la Sorbonne le 5 mai dernier, sur l'urgence d'accueillir ces personnes "au nom de cet universalisme scientifique, jumeau de l'universalisme européen" ; vous aviez renouvelé cette affirmation le 5 mai à l'Institut du monde arabe. Or il en va de la vie de personnes œuvrant pour la paix.

Les dossiers de ces 26 lauréats du programme PAUSE ont été examinés dans le détail et validés par les ministères concernés, les universités [sont] prêtes à les accueillir [ainsi que] le programme PAUSE du Collège de France. Il serait temps que la France respecte ses engagements à leur égard et procède enfin à leur évacuation.

La France a été capable d'accueillir récemment des universitaires américains dont les recherches étaient menacées ; il en a été de même pour l'accueil légitime de réfugiés ukrainiens. Tout doit être mis en œuvre par les autorités françaises pour que ces engagements vis-à-vis des Gazaouis soient tenus au plus vite.

Il est urgent, Monsieur le Président, d'exiger d'Israël la sortie de Gaza des lauréats et de leurs familles sous peine de l'application de sanctions, et de les évacuer au plus vite vers la France.

Il en va de votre crédibilité et l'Histoire en jugera. Les mots ne valent rien s'ils ne sont pas accompagnés d'actions. Suspendre, depuis le 1er août, les évacuations des Gazaouis, c'est prendre la responsabilité de leur mort. Ne rien faire, c'est être complice.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma respectueuse considération.

Signature :